



DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA FSU AU CHSCT D DU 13 DÉCEMBRE 2021

La rentrée 2021, après deux années sous Covid, a été organisée sans tenir compte des réalités tant d'un point de vue sanitaire que pédagogique. Le niveau 2 du protocole sanitaire décrété sans critères transparents n'a pas répondu aux besoins des écoles et établissements pour protéger les personnels, les élèves et leurs familles.

En cette fin d'année 2021 la cinquième vague frappe de plein fouet les établissements scolaires et les cas de covid explosent chez les enseignant-es. Le principe « tester, tracer, isoler », au vu de la contagiosité des nouveaux variants, est largement dépassé. Les gestes barrières ne peuvent suffire et la ventilation dans la plupart des locaux scolaires est insuffisante voire inefficace. L'aération prônée, surtout en ce mois de décembre, d'ouvrir les fenêtres des salles de cours est une solution empirique. Depuis 18 mois les collectivités de rattachement auraient dû faire des diagnostics et des mises à niveau des systèmes de ventilations des établissements scolaires. Certaines collectivités, avec une faible subvention de l'état, ont entrepris d'équiper les salles de classe de détecteurs de CO2 mais cela ne saurait être la seule solution.

Les seules consignes pour éviter les brassages d'élèves restent vaines compte-tenu des sureffectifs dans les classes et des structures trop souvent inadaptées des bâtis scolaires. La restauration des élèves reste un point sensible, et ce n'est pas l'annonce du premier ministre de faire passer, pour les écoles primaires, le protocole au niveau 3 qui améliorera la situation sanitaire.

La FSU a encouragé les collègues à remplir le Registre Santé et Sécurité au Travail en signalant tous les risques pour leur santé. Nous aurons l'occasion de vous en lire quelques uns afin d'illustrer nos propos.

Dans ce contexte de dégradation de la santé des élèves, la FSU demande la création massive et à la hauteur des besoins de postes d'infirmier-es, pour préserver la santé de ces personnels en allégeant leur charge de travail.

Cette rentrée est aussi marquée par l'absence de mesures concrètes pour traiter des conséquences scolaires de la crise sanitaire, ce qui a un impact sur les métiers et les missions des enseignants. Dans tous les métiers de l'éducation, l'insuffisance de créations ou les suppressions de postes depuis 2017 pèsent lourd en termes de conditions, de charge de travail et de sens de l'activité.

Les remplacements d'enseignant-es ne sont que trop peu assurés faute de moyens suffisants. Et de nombreux-ses AESH manquent au regard des besoins et des notifications.

Dans ce contexte sanitaire déjà très tendu, le ministre poursuit sa course aux réformes et aggrave ainsi le mal-être des personnels. La FSU rappelle que certains pays européens ont choisi de recruter des personnels supplémentaires pour faire face à cette crise sanitaire.

Dans le 2nd degré, les mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire ont été insuffisantes, ce qui met les personnels en difficultés. Alors que la FSU a fait des propositions pour des allègements de programme dès le printemps pour permettre aux enseignants de ne pas perdre le sens de leur activité, seules quelques modifications insuffisantes ont été actées.

Aucune mesure budgétaire n'a été décidée pour dédoubler les classes et au lieu de cela, le Ministère a confirmé 1883 suppressions de postes ce qui provoque des effectifs à la hausse sur tous les niveaux dépassant 30 élèves par classes même dans les collèges.

Dans le 1er degré, alors que le pays entre dans une 5ème vague épidémique fulgurante et que le variant Omicron fait son apparition,

La situation sanitaire devient proprement ingérable : plus de 1000 élèves de primaire ont été déclarés positifs en une semaine dans notre département, d'après Santé Publique France, et la forte croissance continue, avec plus de 40% d'augmentation en une semaine. Le taux d'incidence chez les 6-10 ans atteint même 1500 cas pour 100000 enfants. Ce qui n'empêche pas notre ministre d'être dans le déni le plus complet, en révoquant contre l'évidence le terme d' «explosion» des cas covid à l'école. « On peut douter de tout, sauf des chiffres », selon la communication gouvernementale, mais M. Blanquer, lui, doute de tout ce qui peut entraver sa communication.

Afin de pallier cette flambée de l'épidémie, le gouvernement a décidé d'engager un allègement du protocole en renonçant à fermer les classes au premier cas de covid. Le gouvernement se base sur une expérimentation dont les résultats devaient être publiés début décembre... et que nous attendons encore. Pour nos camarades du Var déjà soumis à cette expérimentation, cela engendre une gestion impossible pour les écoles, et des équipes de dépistage débordées par le tsunami de cas de covid, entraînant des fermetures de classe en cascade, faute de tests.

Les écoles des Alpes-Maritimes expérimentent à leur tour cet allègement, mais sans les tests, puisque le ministère a décidé que cela incombait désormais aux parents.

Le résultat est à la mesure de ce que l'on pouvait attendre. Les collègues, directeurs et enseignants, épuisés par les conditions de travail dégradées, sont nombreux à nous témoigner leur souffrance face au surcroît de travail et aux pressions qu'occasionne l'allègement du protocole sanitaire.

Et si cela ne suffisait pas, il faudrait encore faire du présentiel et du distanciel en même temps... La FSU a donné comme consigne à nos collègues de bien évidemment privilégier la classe en présentiel.

Pour finir, le passage en niveau 3 du protocole, appris, une fois de plus, par la presse, impose la limitation du brassage entre les classes. Depuis jeudi dernier, les élèves ne peuvent donc plus être répartis dans les autres classes. La FSU a demandé à vos services de communiquer clairement auprès des IEN et des collègues afin de donner des consignes précises en cas de non remplacement. Cela n'a pas été fait créant de la confusion et des situations de stress inutiles !

La « lettre du mercredi » ne parle pas de la nécessité de suspendre l'accueil en cas d'enseignant absent non remplacé, alors que d'autres DSDEN ont écrit aux agents que la classe fermait dans ce cas et ont même produit des attestations à remettre aux parents pour justifier de la garde de leurs enfants auprès de leurs employeurs.

Comment se fait-il que dans notre département des collègues aient reçu des instructions de leur IEN contraires aux instructions ministérielles déclinées dans la FAQ Covid, leur demandant d'accueillir les élèves dont l'enseignant est absent et non remplacé ? Les collègues se retrouvent ainsi contraints de désobéir à leur supérieur hiérarchique direct ou au ministre...

On pourrait parler aussi de l'absence d'information donnée, y compris au CHSCT, sur le nombre d'élèves contaminés, sur les campagnes de tests salivaires, les écoles concernées, le nombre de tests réalisés, le taux d'acceptation, le taux de positivité... Ce manque de transparence ne favorise pas la sérénité dans le travail des équipes.

Quant aux personnels vulnérables, peu de réponses nous ont été données sur les questions que nous avons posées à la DSDEN, alors que les organisations syndicales doivent être consultées sur cette question, d'après la circulaire DGAFP du 9 septembre. Il semblerait que ceux qui ont repris en présentiel, volontaires ou contraints, se soient vus proposés comme seule mesure de protection renforcée 2 masques chirurgicaux de type II par jour... En CHSCTA la médecin de prévention nous a informé qu'il fallait privilégier l'ASA vue la situation actuelle. Nous entendons bien que cette déclaration soit respectée pour chacun des agents vulnérables, sévèrement immunodéprimés ou non.

Pour la FSU, il est urgent de répondre à la souffrance des personnels de l'éducation par une amélioration durable des conditions d'exercice.

Que de différences entre les beaux discours ministériels et ce que vivent les personnels sur le terrain !

Pour finir nous souhaitons vous exprimer nos regrets sur les multiples changements de dates des différentes instances ainsi que l'absence de l'Inspecteur d'académie ou de Mme la secrétaire générale lors des 2 dernières visites.